

Emmanuel Macron va mettre les hauts fonctionnaires sous tension

Bastien Scordia : Mardi 12 mars 2024

L'État sonne la mobilisation générale de sa haute fonction publique. C'est ce mardi 12 mars que se tient la nouvelle "Rencontre des cadres dirigeants de l'État", la dernière en date ayant été organisée en mai 2023. Le président de la République, Emmanuel Macron, introduira cet événement par un échange avec le public, qui sera composé de quelque 700 cadres supérieurs de l'État réunis en présentiel ou en "visio" : les secrétaires généraux des ministères, les directeurs d'administration centrale (DAC), les directeurs généraux des agences régionales de santé (ARS), les recteurs, les ambassadeurs, les préfets ainsi que plusieurs responsables de services déconcentrés et d'opérateurs. L'échange se poursuivra avec le Premier ministre, Gabriel Attal, et des membres de son gouvernement.

Objectif affiché par l'Élysée pour cet événement : "intensifier et accélérer" les réformes et "réaliser l'alignement stratégique de l'ensemble des cadres de l'État autour des grandes priorités de l'exécutif". Des priorités qui, pour rappel, ont été annoncées par le chef de l'État lors de sa conférence de presse de janvier puis détaillées par Gabriel Attal lors de sa déclaration de politique générale : le plein emploi, le réarmement économique, la "désmicardisation", la "débureaucratisation", le renforcement des services publics, le déploiement de la planification écologique, le renforcement de l'ordre civique républicain.

Ce grand raout sera l'occasion pour Emmanuel Macron d'amorcer une "nouvelle étape de la réforme de l'État", indique l'Élysée. La Présidence promet un nouveau coup d'accélérateur pour la déconcentration de l'État dans une logique de résultats sur le terrain, mais également un "changement de paradigme" en matière de simplification, alors que le gouvernement prépare un nouveau texte sur le sujet. À noter que cette mise sous pression de la haute administration se poursuivra au printemps avec un nouveau Comité interministériel de la transformation publique (CITP), puis avec une nouvelle "convention managériale" à la rentrée autour, précisément, de la transformation des pratiques des administrations et de leurs comportements managériaux.